
I.A.C.F – INSTITUT DES AVOCATS CONSEILS FISCAUX
Association sans but lucratif régie par la loi du 1^{er} juillet 1901
9, rue de Penthièvre
75008 PARIS

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES
ANNUELS
Exercice clos le 31 décembre 2024

Rapport du Commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Aux Membres de l'Association,

Opinion

En exécution de la mission qui m'a été confiée par décision de l'assemblée générale, j'ai effectué l'audit des comptes annuels de l'Association Institut des Avocats Conseils Fiscaux, relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024 tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Je certifie que les comptes annuels de l'exercice clos au 31 décembre 2024 sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association Institut des Avocats Conseils Fiscaux à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

J'ai effectué mon audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

J'estime que les éléments que j'ai collectés sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion.

Les responsabilités qui m'incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

J'ai réalisé ma mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui me sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de mon rapport, et notamment je n'ai pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L 823-9 et R 823-7 du Code de Commerce relatives à la justification de mes appréciations, outre le point décrit dans la partie « continuité d'exploitation », je vous informe que les appréciations les plus importantes auxquelles j'ai procédé, selon mon jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, notamment sur la réalité des opérations ainsi que leur correct rattachement à cet exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de mon opinion exprimée ci-avant.

Je n'exprime pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

J'ai également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Je n'ai pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du président et dans les autres documents adressés aux membres de l'Association sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association Institut des Avocats Conseils Fiscaux à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il m'appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Mon objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L 823-10-1 du code de commerce, ma mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre l'Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une certitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'Association Institut des Avocats Conseils Fiscaux à poursuivre son exploitation.
Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris, le 20 mai 2025

Frédéric ACCARDI





INSTITUT DES AVOCATS CONSEILS

États financiers

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

Autres organisations fonctionnant par adhésion vo
9 RUE DE PENTHIEVRE , 75008, PARIS
SIREN : 784856924

Sommaire

1. États financiers	p. 3
1. 1. Bilan actif	p. 4
1. 2. Bilan passif	p. 5
1. 3. Compte de résultat	p. 6
2. Annexe	p. 8
2. 1. Règles et méthodes comptables	p. 9
2. 2. Notes relatives aux postes de bilan	p. 12
2. 3. Notes relatives au compte de résultat	p. 18
3. Détail du Bilan	p. 20
3. 1. Bilan actif détaillé	p. 21
3. 2. Bilan passif détaillé	p. 23
4. Détail du Compte de Résultat	p. 24
4. 1. Compte de résultat détaillé	p. 25

États financiers

Bilan actif

	31/12/2024 (12 mois)			31/12/2023 (12 mois)	Variation	
	Brut	Amort. prov.	Net	Net	Euros	%
ACTIF IMMOBILISE						
Immobilisations incorporelles						
Frais d'établissement						
Frais de recherche et de développement						
Donations temporaires d'usufruit						
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	41 333	- 37 551	3 782		3 782	18 911 400
Autres immobilisations incorporelles						
Immobilisations incorporelles en cours				4 960	- 4 960	- 100
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles						
Immobilisations corporelles						
Terrains	967 500		967 500	91 469	876 031	958
Constructions	1 534 186	- 37 704	1 496 482	27 441	1 469 041	5 353
Installations techniques, matériels et outillages industriels						
Autres immobilisations corporelles	166 676	- 36 685	129 991	2 559	127 432	4 979
Immobilisations corporelles en cours				2 375 736	-2 375 736	- 100
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles						
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés						
Immobilisations financières						
Participations et Créances rattachées						
Autres titres immobilisés						
Prêts						
Autres immobilisations financières	59		59	384	- 325	- 85
TOTAL ACTIF IMMOBILISE (I)	2 709 755	- 111 939	2 597 815	2 502 550	95 265	4
ACTIF CIRCULANT						
Stocks et en-cours						
Stocks et en-cours						
Avances et acomptes versés sur commandes						
Avances et acomptes versés sur commandes						
Créances						
Bénéficiaires et comptes rattachés	25 380	- 650	24 730	16 012	8 718	54
Créances reçues par legs ou donations						
Autres	30 950		30 950	35 370	- 4 420	- 12
Valeurs mobilières de placement						
Valeurs mobilières de placement	171 922		171 922	752	171 170	22 764
Instruments de trésorerie						
Instruments de trésorerie						
Disponibilités						
Disponibilités	18 517		18 517	10 930	7 587	69
Charges constatées d'avance						
Charges constatées d'avance	9 800		9 800	1 375	8 425	613
TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)	256 568	- 650	255 918	64 439	191 480	297
Frais d'émission des emprunts (III)						
Primes de remboursement des emprunts (IV)						
Ecarts de conversion actif (V)						
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	2 966 323	- 112 589	2 853 734	2 566 989	286 745	11

Bilan passif

	31/12/2024 (12 mois)	31/12/2023 (12 mois)
	Total	Total
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
<i>Fonds propres statutaires</i>		
<i>Fonds propres complémentaires</i>		
Fonds propres avec droit de reprise		
<i>Fonds propres statutaires</i>		
<i>Fonds propres complémentaires</i>		
Écarts de réévaluation		
<i>Écarts de réévaluation</i>		
Réserves		
<i>Réserves statutaires ou contractuelles</i>		
<i>Réserves pour projet de l'entité</i>		
<i>Autres</i>		
Report à nouveau		
<i>Report à nouveau</i>	1 623 560	1 528 311
Excédent ou déficit de l'exercice		
<i>Excédent ou déficit de l'exercice</i>	400 885	95 249
Situation nette (sous total)	2 024 445	1 623 560
<i>Fonds propres consommables</i>		
<i>Subventions d'investissement</i>		
<i>Provisions réglementées</i>		
Total Fonds Propres (I)	2 024 445	1 623 560
FONDS REPORTÉS ET DÉDIÉS		
<i>Fonds reportés liés aux legs ou donations</i>		
<i>Fonds dédiés</i>		
Total Fonds Reportés et Dédiés (II)		
PROVISIONS		
<i>Provisions pour risques</i>		
<i>Provisions pour charges</i>		
Total Provisions (III)		
DETTES		
<i>Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)</i>		
<i>Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit</i>	624 966	819 303
<i>Emprunts et dettes financières diverses</i>		
<i>Avances et acomptes reçus sur commandes</i>		
<i>Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés</i>	34 583	70 452
<i>Dettes des legs ou donations</i>		
<i>Dettes fiscales et sociales</i>	158 912	42 738
<i>Dettes sur immobilisations et comptes rattachés</i>		
<i>Autres dettes</i>	470	470
<i>Produits constatés d'avance</i>	10 358	10 467
TOTAL DETTES (IV)	829 289	943 429
<i>Écarts de conversion Passif (V)</i>		
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	2 853 734	2 566 989

Compte de résultat

	31/12/2024 (12 mois)	31/12/2023 (12 mois)	Variation	
	Total	Total	Euros	%
PRODUITS D'EXPLOITATION				
<i>Cotisations</i>				
Ventes de biens et services				
<i>Ventes de biens</i>				
<i>Dont ventes de dons en nature</i>				
<i>Ventes de prestations de service</i>	751 845	711 282	40 563	6
<i>Dont parrainages</i>				
Produits de tiers financeurs				
<i>Concours publics et subventions d'exploitation</i>				
<i>Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable</i>				
Ressources liées à la générosité du public				
<i>Dons manuels</i>				
<i>Mécénats</i>				
<i>Legs, donations et assurances-vie</i>				
<i>Contributions financières</i>				
<i>Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges</i>	4 000	8 300	- 4 300	- 52
<i>Utilisations des fonds dédiés</i>				
<i>Autres produits</i>	7 037	496	6 541	1 319
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION (I)	762 882	720 078	42 804	6
CHARGES D'EXPLOITATION				
<i>Achats de marchandises</i>	- 11	1 545	- 1 556	- 101
<i>Variation de stock</i>				
<i>Autres achats et charges externes (1) (2)</i>	430 104	383 295	46 809	12
<i>Aides financières</i>				
<i>Impôts, taxes et versements assimilés</i>	17 559	4 408	13 151	298
<i>Salaires et traitements</i>	125 304	119 482	5 822	5
<i>Charges sociales</i>	60 023	55 710	4 313	8
<i>Dotations aux amortissements et aux dépréciations</i>	67 322	9 768	57 553	589
<i>Dotations aux provisions</i>				
<i>Reports en fonds dédiés</i>				
<i>Autres charges</i>	13 839	7 359	6 480	88
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION (II)	714 139	581 566	132 573	23
RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	48 743	138 511	- 89 769	- 65
PRODUITS FINANCIERS				
<i>De participation</i>				
<i>D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé</i>				
<i>Autres intérêts et produits assimilés</i>	1 170	6 728	- 5 559	- 83
<i>Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge</i>				
<i>Différences positives de change</i>				
<i>Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement</i>				
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS (III)	1 170	6 728	- 5 559	- 83
CHARGES FINANCIÈRES				
<i>Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions</i>				
<i>Intérêts et charges assimilées</i>	26 507	16 930	9 577	57
<i>Différences négatives de change</i>				
<i>Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement</i>				
TOTAL DES CHARGES FINANCIÈRES (IV)	26 507	16 930	9 577	57
RESULTAT FINANCIER (III - IV)	- 25 338	- 10 202	- 15 136	148
RESULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV)	23 405	128 309	- 104 904	- 82
PRODUITS EXCEPTIONNELS				
<i>Produits exceptionnels sur opérations de gestion</i>	317	9	308	3 411
<i>Produits exceptionnels sur opérations en capital</i>	625 000		625 000	
<i>Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges</i>				
TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS (V)	625 317	9	625 308	6 924 784
CHARGES EXCEPTIONNELLES				
<i>Charges exceptionnelles sur opérations de gestion</i>		6 431	- 6 431	- 100

	31/12/2024 (12 mois)	31/12/2023 (12 mois)	Variation	
	Total	Total	Euros	%
<i>Charges exceptionnelles sur opérations en capital</i>	118 148		118 148	
<i>Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions</i>				
TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES (VI)	118 148	6 431	111 717	1 737
RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	507 169	- 6 422	513 591	- 7 997
<i>Participation des salariés aux résultats (VII)</i>				
<i>Impôts sur les bénéfices (VIII)</i>	129 689	26 638	103 051	387
Total des produits (I + III + V)	1 389 369	726 815	662 554	91
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	988 484	631 566	356 918	57
EXCEDENT	400 885	95 249	305 636	321
DEFICIT				
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE				
<i>Dons en nature</i>				
<i>Prestations en nature</i>				
<i>Bénévolat</i>				
TOTAL DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE				
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE				
<i>Secours en nature</i>				
<i>Mises à disposition gratuite de biens</i>				
<i>Prestations en nature</i>				
<i>Personnel bénévole</i>				
TOTAL DES CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE				

(1) Redevances de crédit-bail mobilier

(2) Redevances de crédit-bail immobilier

Annexe

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2024, dont le total est de 2 853 734 euros et au compte de résultat de l'exercice dégageant un bénéfice de 400 885 euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Faits caractéristiques d'importance significative

Sur l'exercice 2024, l'association a activé les locaux acquis au 9 rue Penthievre pour une valeur de 2 375 k€ et a fait sortir de son actif les anciens locaux suite à la cession de ces derniers pour une valeur de 625 k€.

Les autres événements n'ont pas d'importance significative sur l'exercice.

Règles et méthodes comptables

Base de préparation des comptes sociaux

Les comptes sociaux ont été établis conformément aux règles et principes comptables généralement admis en France selon les dispositions du plan comptable général (Règl. ANC 2018-06 et 2020-08) relatifs aux modalités d'établissement des comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions comptables d'établissement et de présentation des comptes sociaux ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base suivantes :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Coût d'entrée des immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement, de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Le cas échéant, les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont inclus dans le coût d'acquisition des immobilisations.

Les frais d'établissement sont comptabilisés directement en charges.

Immobilisations incorporelles

Amortissement

L'amortissement des immobilisations incorporelles est calculé en fonction du rythme de consommation des avantages économiques attendus de l'actif. A ce titre, seul le mode linéaire est retenu sur les durées suivantes:

* Logiciels : 3 ans

* Site internet : 3 ans

Les valeurs résiduelles des immobilisations sont considérées comme nulles car non significatives ou non mesurables.

Immobilisations corporelles

Amortissement

L'amortissement des immobilisations corporelles est calculé en fonction du rythme de consommation des avantages économiques attendus de l'actif. A ce titre, seul le mode linéaire est retenu sur les durées suivantes:

* Constructions : 30 ans

* Agencements des constructions : 10 ans

* Matériel de bureau : 2 à 5 ans

* Matériel informatique : 3 ans

* Mobilier : 2 à 5 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

Les valeurs résiduelles des immobilisations sont considérées comme nulles car non significatives ou non mesurables.

Créances

Les créances clients sont valorisées à leur valeur nominale.

Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable

Les risques liés à des litiges connus au moment de l'établissement des comptes dont la survenance a été estimée probable et dont les risques sont quantifiables font l'objet de provisions.

Dettes

Les dettes sont évaluées à la valeur nominale.

Provisions

Ces provisions, enregistrées en conformité avec le règlement ANC N°2018-06, sont destinées à couvrir les risques et les charges que des événements en cours ou survenus rendent probables, nettement précises quant à leur objet mais dont la réalisation et l'échéance ou le montant sont incertains.

Disponibilités

Comptes bancaires et caisses

Les disponibilités comprennent les espèces ou valeurs assimilables en banque et en caisse ainsi que les bons qui sont, dès leur souscription, remboursables à tout moment.

Les disponibilités sont évaluées à leur valeur nominale.

Notion de résultat courant et de résultat exceptionnel

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise.

Le résultat courant, calculé sur la base des chiffres apparaissant au compte de résultat est bien représentatif du résultat des opérations courantes de la société.

Notes relatives aux postes de bilan

Tableau des immobilisations

	Montant début d'exercice	Réévaluations	Acquisitions et assimilés	Virement poste à poste	Cessions et assimilés	Montant fin d'exercice	Valeur d'origine des immos réévaluées
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES							
Frais d'établissement							
Frais de recherche et de développement							
Donations temporaires d'usufruit							
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	36 373			4 960		41 333	
Fonds commercial							
Autres immobilisations incorporelles							
Immobilisations incorporelles en cours	4 960			- 4 960			
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles							
Sous-total	41 333					41 333	
IMMOBILISATIONS CORPORELLES							
Terrains	91 469			967 500	91 469	967 500	
Constructions sur sol propre	137 204			1 235 000	137 204	1 235 000	
Constructions sur sol d'autrui							
Installations générales, agencements, aménagements des constructions	120 419		171 492	127 694	120 419	299 186	
Installations techniques matériels et outillages industriels							
Autres imm. Corp. Installations générales agencements divers							
Autres imm. Corp. Matériel de transport							
Autres imm. Corp. Matériel de bureau et Matériel informatique	14 483		53 389	39 414	4 206	103 080	
Autres imm. Corp. Mobilier	3 314		61 657		1 374	63 597	
Autres imm. Corp. Divers							
Immobilisations corporelles en cours	2 375 736			- 2 375 736			
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles							
Sous-total	2 742 626		286 538	- 6 128	354 673	2 668 362	
BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES							
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés							
Sous-total							
IMMOBILISATIONS FINANCIERES							
Participations évaluées par mise en équivalence							
Autres participations							
Autres titres immobilisés							
Prêts							
Autres immobilisations financières	384				325	59	
Sous-total	384				325	59	
Total	2 784 343		286 538	- 6 128	354 998	2 709 755	

Notes relatives aux postes du bilan

Amortissements des immobilisations

	Montant début d'exercice	Augmentations	Diminutions	Montant fin d'exercice
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
<i>Frais d'établissement</i>				
<i>Frais de recherche et de développement</i>				
<i>Donations temporaires d'usufruit</i>				
<i>Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires</i>	36 373	1 178		37 551
<i>Fonds commercial</i>				
<i>Autres immobilisations incorporelles</i>				
Sous-total	36 373	1 178		37 551
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
<i>Terrains</i>				
<i>Constructions sur sol propre</i>	109 763	30 087	110 526	29 324
<i>Constructions sur sol d'autrui</i>				
<i>Installations générales, agencements, aménagements des constructions</i>	120 419	8 379	120 419	8 379
<i>Installations techniques matériels et outillages industriels</i>				
<i>Autres imm. Corp. Installations générales agencements divers</i>				
<i>Autres imm. Corp. Matériel de transport</i>				
<i>Autres imm. Corp. Matériel de bureau et Matériel informatique</i>	13 815	22 442	4 206	32 050
<i>Autres imm. Corp. Mobilier</i>	1 423	4 586	1 374	4 634
<i>Autres imm. Corp. Divers</i>				
Sous-total	245 420	65 494	236 525	74 388
Total	281 793	66 672	236 525	111 939

Notes relatives aux postes du bilan

Actif circulant

Le total des créances à la clôture de l'exercice et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

État des créances

	Montant Brut	A moins d'un an	A plus d'un an
ACTIF IMMOBILISE	59		59
Créances rattachées à des participations			
Prêts (1) (2)			
Autres immobilisations financières	59		59
ACTIF CIRCULANT	66 130	66 130	
Créances bénéficiaires et comptes rattachés	25 380	25 380	
Clients douteux ou litigieux			
Créances reçues par legs ou donations			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	268	268	
État et autres collectivités publiques	30 682	30 682	
Impôts sur les bénéfices			
TVA	30 682	30 682	
Autres impôts et taxes versements			
Divers			
Confédérations, fédérations, unions et entités affiliés débiteurs			
Débiteurs divers			
Charges constatées d'avance	9 800	9 800	
Total	66 190	66 130	59

(1) Prêts accordés en cours d'exercice : -

(2) Remboursements obtenus en cours d'exercice : -

Produits à recevoir

	Montant	Exercice N-1	Variation Euros	Variation %
Bénéficiaires				
Produits à recevoir - Divers	1 170	27	1 143	4 239
Total	1 170	27	1 143	4 239

Notes relatives aux postes du bilan

Dépréciations des actifs

Les flux s'analysent comme suit :

Provisions pour dépréciations

	Montant début d'exercice	Dotations	Reprise	Montant fin d'exercice
<i>Dépréciations des immobilisations incorporelles</i>				
<i>Dépréciations des immobilisations corporelles</i>				
<i>Dépréciations sur actifs reçus par legs ou donations</i>				
<i>Dépréciation sur titres mis en équivalence</i>				
<i>Dépréciation sur titres de participation</i>				
<i>Dépréciations des autres immobilisations financières</i>				
<i>Dépréciations des stocks</i>				
<i>Dépréciations des créances usagers</i>	4 000	650	4 000	650
<i>Dépréciations des valeurs mobilières de placements</i>				
<i>Autres provisions pour dépréciation</i>				
Total	4 000	650	4 000	650

Notes relatives aux postes du bilan

Fonds propres

Tableau de variation des fonds propres

	A l'ouverture de l'exercice	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture de l'exercice
<i>Fonds propres sans droit de reprise</i>					
<i>Fonds propres avec droit de reprise</i>					
<i>Ecart de réévaluation</i>					
<i>Réserves</i>					
<i>Report à nouveau</i>	1 528 311	95 249			1 623 560
<i>Excédent ou déficit de l'exercice</i>	95 249	- 95 249	400 885		400 885
Situation nette (sous total)	1 623 560		400 885		2 024 445
<i>Fonds propres consommables</i>					
<i>Subventions d'investissement</i>					
<i>Provisions réglementées</i>					
Total	1 623 560		400 885		2 024 445

Notes relatives aux postes du bilan

Dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

État des dettes

	Montant Brut	Échéance à 1 an	Échéance à plus d'1 an et 5 ans au plus	Échéance à plus de 5 ans
DETTE FINANCIERES	624 966	47 917	221 183	355 866
Emprunts obligataires convertibles (1) (2)				
Autres emprunts obligataires (1) (2)				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (1) (2)	624 966	47 917	221 183	355 866
- Dont à 1 an au maximum à l'origine				
- Dont à plus de 1 an à l'origine	624 966	47 917	221 183	355 866
Emprunts et dettes financières divers (1) (2) (3)				
AUTRES DETTES	204 323	204 323		
Fournisseurs et comptes rattachés	34 583	34 583		
Dettes sur legs ou donations				
Personnel et comptes rattachés	2 974	2 974		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	31 119	31 119		
État et autres collectivités publiques	124 819	124 819		
Impôt sur les sociétés	109 709	109 709		
Taxe sur la valeur ajoutée	11 031	11 031		
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	4 079	4 079		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Confédérations, fédérations, unions et entités affiliés créditeurs (3)				
Autres dettes	470	470		
Produits constatés d'avance	10 358	10 358		
Total	829 289	252 240	221 183	355 866

(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice :-

(2) Emprunts remboursés en cours d'exercice : 47 916

(3) Montant des divers emprunts et dettes contractés auprès des associés personne physique :-

Charges à payer

	Montant	Exercice N-1	Variation Euros	Variation %
Fournisseurs - Factures non parvenues	15 238	11 592	3 647	31
Charges à payer - Divers	7 192	6 619	573	9
Total	22 431	18 211	4 220	23

Comptes de régularisation**Charges constatées d'avance**

	Solde comptable 486	Exploitation	Exceptionnel	Financier
<i>Charges constatées d'avance</i>	9 800	9 800		
Total	9 800	9 800		

Produits constatés d'avance

	Solde comptable 487	Exploitation	Exceptionnel	Financier
<i>Produits constatés d'avance</i>	10 358	10 358		
Total	10 358	10 358		

Notes relatives au compte de résultat

Détail des produits exceptionnels

	Montant brut
<i>Sur opérations de gestion</i>	317
<i>Sur opérations en capital</i>	625 000
<i>Reprises sur provisions, dépréciations, et transfert des charges</i>	
Total	625 317

Détail des charges exceptionnelles

	Montant brut
<i>Sur opérations de gestion</i>	
<i>Sur opérations en capital</i>	- 118 148
<i>Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions</i>	
Total	- 118 148

Engagements Donnés

ENGAGEMENTS DONNES	MONTANT DE LA GARANTIE
HYPOTHEQUE LEGALE PRETEUR DE DENIERS	700 000 EUROS

Frédéric ACCARDI EI
Commissaire aux Comptes

I.A.C.F – INSTITUT DES AVOCATS CONSEILS FISCAUX
Association sans but lucratif régie par la loi du 1^{er} juillet 1901
9, rue de Penthièvre
75008 PARIS

RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
Exercice clos le 31 décembre 2024

Rapport spécial du Commissaire aux comptes sur les conventions visées à l'article L 612-5 du Code de commerce

Aux Membres de l'Association,

En ma qualité de Commissaire aux Comptes de votre Association, je vous présente mon rapport sur les conventions visées à l'article L 612-5 du Code de Commerce.

Il m'appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui m'ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont j'ai été avisées ou que j'aurais découvertes à l'occasion de ma mission, sans avoir à me prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R 612-6 du Code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

J'ai mis en œuvre les diligences que j'ai estimées nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

Conventions soumises à l'approbation de l'assemblée générale

Je vous informe qu'il ne m'a été donné avis d'aucune convention passée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'organe délibérant en application des dispositions de l'article L 612-5 du Code de commerce.

Fait à Paris, le 20 mai 2025

Frédéric ACCARDI

